

Vu ce 04/10/2011

N° 60/CA du répertoire

N° 2000-118/CA₃ du greffe

Arrêt du 05 juillet 2007

Affaire : AMOUSSOU D. Jean-Marie

C/

Mairie d'Abomey-Calavi
SEHONOU Jean

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 13 septembre 2001, enregistrée au Greffe de la Cour le 21 septembre 2001 sous le n°1042/GCS par laquelle Monsieur AMOUSSOU DEGLA Jean Marie domicilié à Cocotomey Vincent Gon Abomey-Calavi, a introduit un recours en annulation du permis d'habiter n°2/2751 délivré le 1^{er} février 2001 par le Sous-Préfet d'Abomey-Calavi ;

• Vu la lettre n°1044/GCS du 30 septembre 2003 par laquelle communication de la requête, du mémoire ampliatif et des pièces a été faite au Maire de la Commune d'Abomey-Calavi pour ses observations ;

Vu la mise demeure par lettre n°1618/GC 20

attestant l'assignation à l'Administration aux mêmes fins

Vu les observations du maire d'Abomey-Calavi qui ont été communiquées par lettre n°4811/GCS du 30 décembre 2004 au requérant en vue de ses répliques ;

Vu le mémoire en réplique du requérant qui a été communiqué par lettre n°1194 du 31 mars 2005 à l'administration pour les contres répliques ;

Vu la lettre n°1193/GCS du 31 mars 2005 par laquelle Monsieur SEHONOU Jean, intervenant dans la procédure, a reçu communication de la requête introductive d'instance, du mémoire ampliatif et des pièces pour ses observations ; puis sur sa demande, prorogation de délai lui a



[Signature]

[Signature]

été accordée à cette fin par lettre n°2291/GCS du 17 juin 2005.

Vu la lettre n°3209/GCS du 14 septembre 2005 par laquelle les observations faites par Maître da-SILVA-AHOUANTO Evelyne, Conseil de l'intervenant, ainsi que les pièces annexées ont été communiquées à Maître Raphaël GNANIH Conseil du requérant pour ses répliques ;

Vu la communication, par lettre n°1168/GCS du 21 décembre 2005 du mémoire duplique du requérant à l'intervenant pour de nouvelles observations de ce dernier ;

Vu la consignation constatée par reçu n°2176 du 1^{er} octobre 2001 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la cour suprême, remise en vigueur par la loi N°90-012 du 1^{er} Juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

- Ouï le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme

Considérant qu'il est constant que le requérant n'a pas reçu notification du permis d'habiter attaqué dont il a eu connaissance de l'existence courant mai 2001 au cours de l'instance aux fins de son expulsion de la parcelle querellée ;

Qu'il est aussi établi que son recours en annulation pour excès de pouvoir, a été enregistré au Greffe de la Cour le 21 septembre 2001 après un recours gracieux déposé au Sous-préfet d'Abomey-Calavi le 26 juin 2001 ;

Considérant que ledit recours contentieux en pareille circonstance est intervenu dans les forme et délai prévus par l'article 68 de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990.



Que par conséquent il y a lieu de le déclarer recevable.

Au fond

Sur le moyen du requérant, tiré du non respect des principes de la légalité administrative

Considérant que le requérant soutient qu'il est propriétaire de la parcelle B du lot 59 zone 8 pour l'avoir acheté auprès du sieur ADJOVI Antoine et pour avoir occupé cet emplacement avant les travaux de lotissement dans la zone ;

Qu'il a été recasé sur cette parcelle, après accomplissement de toutes les formalités administratives, conformément à la décision préfectorale n°2/35/PR-A/SAD du 08 février 1984 selon laquelle chaque propriétaire présumé de parcelle devra être recasé autant que possible sur sa parcelle initiale ;

Que cependant pour des raisons qu'il ignore la commission locale de recasement a procédé à l'annulation de son recasement sur la parcelle B au profit de monsieur SENAHOON Jean ; annulation entérinée par le sous-préfet d'Abomey-Calavi par la délivrance d'un permis d'habiter à celui-ci.

Considérant que le sieur SEHONOU Jean soutient être également le propriétaire de la parcelle B qu'occupait illégalement le requérant pour l'avoir acquis depuis 1982 du nommé ATTERE TAO Bernard ;

Que par conséquent la décision de la commission locale de recasement et le permis d'habiter qui lui a été délivré par le sous-préfet d'Abomey-Calavi n'ont fait que le rétablir dans son droit ;

Considérant que si le requérant et son antagoniste le sieur SEHONOU s'accordent sur l'application du principe retenu par l'administration dans la décision n°2/35/PR-A/SAD du 08 février 1984 suivant lequel chaque présumé propriétaire devra être recasé autant que possible sur sa parcelle initiale, ni l'un ni l'autre, bien que propriétaire de terrain dans la zone, n'ont rapporté à travers les pièces



[Signature]

88

produites au dossier, la preuve certaine de ce qu'il était précisément le propriétaire du lieu où est sise la parcelle B du lot 59 de Cocotomey avant le lotissement et le recasement faits par l'administration ;

Mais considérant qu'il ressort de l'examen des éléments du dossier que d'une part le sieur AMOUSSOU DEGLA Jean Marie occupait la parcelle avant le recasement, ce qu'a confirmé dans son mémoire en défense le sieur SEHONOU Jean, qui n'a d'ailleurs pas fait état d'un contentieux réglé ou encore pendant devant la juridiction compétente en vue de la confirmation de son droit de propriété sur cette parcelle ;

Que d'autre part le requérant avait été recasé sur cette parcelle avant que la commission locale n'annule ce recasement sans motif apparent ;

Considérant que l'administration communale d'Abomey-Calavi n'a justifié ni l'annulation du premier recasement ni l'attribution de la parcelle B faite au sieur SEHONOU Jean, alors qu'elle l'avait déjà attribué au sieur AMOUSSOU ;

Que malgré les mesures d'instruction en sa direction à cette fin, elle ne s'est pas expliquée et s'est contentée de produire la copie de la décision du juge des référés qui a trouvé son fondement dans les actes administratifs délivrés à monsieur SEHONOU Jean par le Sous-Préfet d'Abomey-Calavi pour justifier sa décision objet de contestation ;

Que dans ces conditions, la décision administrative de retrait de la parcelle B du lot 59 de Cocotomey à monsieur Amoussou Jean-Marie pour l'attribuer à monsieur SEHONOU Jean n'a pas de motif et est ainsi entachée d'illégalité de nature à emporter son annulation et celle de tous les actes administratifs y relatifs notamment le permis d'habiter n°2/2751 du 1^{er} février 2001 délivré par le Sous-Préfet d'Abomey-Calavi.

Qu'il échet donc, sans qu'il soit besoin d'examiner d'autres moyens d'annuler le permis d'habiter attaqué ;



PAR CES MOTIFS,DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en annulation pour excès de pouvoir de monsieur Amoussou Dègla Jean-Marie en date du 13 septembre 2001 contre le permis d'habiter n°2/2751 du 1^{er} février 2001 délivré par le Sous-Préfet d'Abomey-Calavi à monsieur SEHONOU Jean est recevable.

Article 2 : Ledit permis d'habiter est annulé.

Article 3 : Les frais sont mis à la charge du Trésor Public.

Article 4 : le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller de la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Eliane R. G. PADONOU
et

Etienne FIFATIN

CONSEILLERS

Et prononcé à l'audience publique du jeudi cinq juillet deux mille sept, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Lucien Aristide DEGUENON,
MINISTERE PUBLIC ;

Geneviève GBEDO,

GREFFIER ;

Ont signé

Président-Rapporteur,

Jérôme O. ASSOGBA.-

Le greffier,

Geneviève GBEDO.-



Enregistré à Cotonou le 05-12-07
Fo 03 Case 6075
Reçu Cotonou
Inspecteur de l'Enregistrement

Antoinette M. L. AGO

